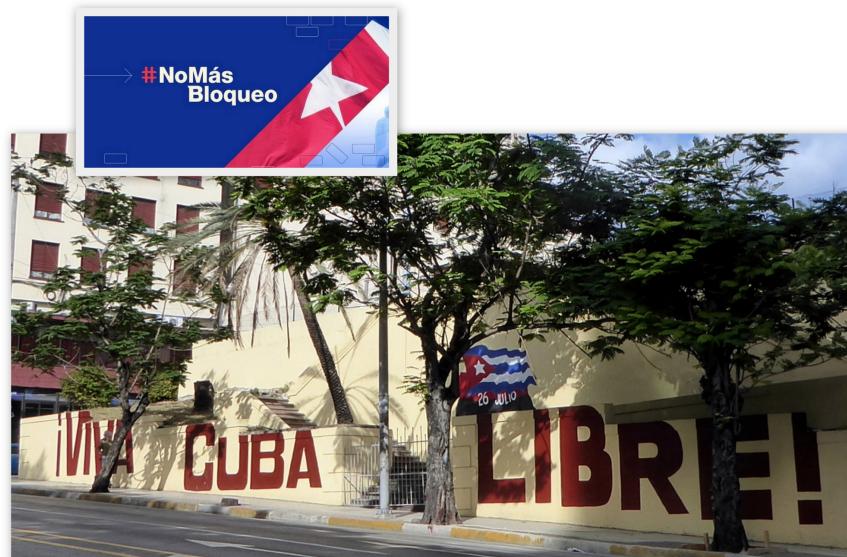


# cuba si

driemaandelijks tijdschrift van de vrienden van cuba vzw  
périodique trimestriel des amis de cuba asbl - P309090



## VOORWOORD VAN DE VOORZITTER

Iedereen kent wel de index van de menselijke ontwikkeling (in het Engels Human Development Index afgekort HDI). Deze index die elk jaar door de Verenigde Naties wordt opgesteld kijkt naar drie parameters : economie, scholingsgraad en gezondheid.

Cuba scoort daar nog steeds boven China omwille van de 2 laatste aspecten. Maar er is ook kritiek gekomen op de manier van samenstellen van deze index met name over het ontbreken van een parameter voor duurzaamheid. In de huidige HDI worden ontwikkelde en olierijke landen bovenaan geplaatst, zonder rekening te houden met de kostprijs en de gevaren van hun ontwikkeling voor de planeet en de toekomst van de mens. Men gaat ervan uit dat natuurlijke hulpbronnen ongelimiteerd zijn, en er wordt nauwelijks aandacht besteed aan de fundamentele verschuivingen in de fysische, biologische en chemische processen van de Aarde, die het resultaat zijn van die ontwikkeling.

Als men komt tot een index van duurzame menselijke ontwikkeling (*Human Sustainable Development Index*, HSDI) dan moet men vaststellen dat Cuba het zeer goed doet. Cuba was zich al zeer vroeg bewust van de komst van een klimaatcrisis (zie ook de redevoering van Fidel Castro in 1992 (!) voor de Verenigde Naties). Het enige land ter wereld dat een werkelijk duurzame economie heeft gemeten tegenover de ecologische voetafdruk per capita. En Cuba doet dit zonder de laatste snufjes van groene technologie. Dit is uiteraard maar een enkel aspect van de positieve aspecten van de Cubaanse politiek die alles doet met het oog op het algemeen belang.

Maar dan hebben we de decennialange blokkade door de V.S. die deze Cubaanse politiek van strijden voor het algemeen belang sterk bemoeilijkt. De recente versterking van de economische wurggreep door de V.S. Trump regering maakt het nog veel moeilijker voor Cuba. Deze blokkade belet Cuba om zich ten volle te ontwikkelen in het belang van zijn bevolking. En zelfs de verwezenlijkingen van de revolutie kunnen in gevaar komen bv door tekorten aan geneesmiddelen. In dit nummer meer over de blokkade tegen Cuba die door zowat de ganse wereld veroordeeld wordt (stemming in de V.N. einde 2018 : elk land kant zich tegen de blokkade behalve de V.S. zelf en Israël).

Conclusie : steun aan Cuba is nu meer dan ooit belangrijk. En De Vrienden van Cuba zijn meer dan ooit nodig. Maak nieuwe leden en maak ons sterker!

**Regi Rotty**

## L'EDITO DU PRÉSIDENT

Tout le monde connaît l'index de développement humain (en anglais Human Development Index ou HDI). Cet index, élaboré chaque année par les Nations Unies, est basé sur trois paramètres : l'économie, le degré de scolarisation et la santé.

Cuba, grâce aux deux derniers points, se classe encore toujours devant la Chine. Mais des critiques ont survécu au sujet de la méthode d'élaboration de cet index, entre autre le manque d'un paramètre pour la durabilité. Dans le HDI actuel les pays développés et riches en pétrole sont classés au-dessus, sans tenir compte du prix et des dangers de leur développement pour la planète et l'avenir de l'humanité. On estime que les sources naturelles sont illimitées, et on regarde à peine les glissements fondamentaux dans les processus physiques, biologiques et chimiques de la Terre, qui sont le résultat de ces développements.

Quand on passe à un index de développement humain durable (Human Sustainable Development Index ou HSDI) on ne peut que constater que Cuba s'en sort très bien. Cuba a réalisé très tôt l'arrivée d'une crise du climat (voir entre autres le discours aux Nations Unies de Fidel Castro en 1992). Le seul pays au monde qui a mesuré une économie durable face à l'empreinte écologique par personne. Et Cuba le fait sans les subtilités récentes de la technologie verte. Et ceci n'est qu'un aspect des points positifs de la politique cubaine qui met tout en œuvre pour l'intérêt général.

Intervient alors le blocus imposé à Cuba depuis des décennies par les États-Unis, qui freine cette lutte pour l'intérêt général de la politique cubaine. Le renforcement récent de l'étranglement économique par le gouvernement de Trump rend tout plus difficile pour Cuba. Ce blocus empêche Cuba de se développer pleinement dans l'intérêt de sa population. Et même les acquis de la révolution sont menacés, par exemple par des manques de médicaments. Dans ce numéro nous abordons le blocus contre Cuba, condamné par quasi le monde entier (vote à l'ONU fin 2018 : tous les pays s'opposent au blocus, sauf les États-Unis et Israël).

Conclusion : le soutien à Cuba est plus important que jamais. Et les Amis de Cuba plus que jamais nécessaires. Recrutez de nouveaux membres et rendez-nous plus forts !

**Regi Rotty (Trad. F. Tack)**

## LE BLOCUS CONTRE CUBA : UN RAPPEL HISTORIQUE

Freddy Tack

*Le blocus contre Cuba est une agression permanente dans la guerre non déclarée que les États-Unis mènent contre Cuba depuis le 1er janvier 1959. Mais il ne faut jamais oublier que ce blocus a été accompagné, durant 60 ans, par d'innombrables agressions destinées à déstabiliser et faire tomber le régime révolutionnaire : sabotages, incendies d'édifices et de récoltes, attentats à la bombe, assassinats, tentatives d'assassinats de dirigeants (n'oublions pas que Fidel Castro a échappé à plus de 600 tentatives d'assassinat), infiltrations de contre-révolutionnaires, invasions (Baie des Cochons), attentat contre un avion civil (Barbados, 73 morts), le maintien de l'occupation illégale de la base navale US à Guantánamo, pose de bombes dans des lieux touristiques, etc., etc. Cuba a également subi une guerre bactériologique et chimique, avec l'introduction dans le pays, entre 1971 et 1986, de maladies ou d'infections qui ont touché les plantations (le riz en 1971, le sucre en 1987, le tabac en 1978), les animaux (la peste porcine en 1971 et 1979, la peste aviaire en 1982 et 1983) et les humains (la dengue en 1977 et 1981, la conjonctivite hémorragique en 1981).*

*Le blocus de Cuba par les États-Unis dure, lui, depuis près de 60 ans. Un phénomène unique, le blocus le plus long de l'histoire de l'humanité, maintenu et renforcé, malgré la condamnation par l'immense majorité des pays du monde. Un acharnement ininterrompu, renforcé dans les années '90, alors que Cuba subissait une profonde crise économique après la chute des pays de l'Est, dont son économie était largement tributaire, avec les lois Toricelli (1992) et Helms-Burton (1996). Après un très bref moment de timides ouvertures sous Barack Obama, l'arrivée de Donald Trump, jusqu'au-boutiste criminel et danger pour l'humanité, a encore accentué les tentatives d'étranglement de l'économie cubaine. Le régime révolutionnaire a affronté ces difficultés depuis toutes ces années, refusant de céder aux pressions et de renoncer au modèle économique et social choisi par la majorité du peuple cubain.*

### Comment tout a commencé

Dès l'arrivée au pouvoir du régime révolutionnaire, le 1er janvier 1959, les gouvernements nord-américains successifs ont prôné des mesures de caractère économique comme moyen de pression contre les lois révolutionnaires qui contrecarraient les intérêts financiers des grandes entreprises nord-américaines. Déjà le 6 février 1959, à peine un mois après la victoire, on apprenait, dans un rapport de la Banque Nationale de Cuba, que 424 millions de dollars, volés par des membres du gouvernement de l'ex-dictateur Batista, avaient été acceptés et déposés dans des banques nord-américaines. Le 12 février, un modeste prêt, sollicité par la Banque Nationale de Cuba pour soutenir la monnaie nationale, est refusé par le Conseil de Sécurité des États-Unis.

Fin juin 1959, le même conseil exige des actions économiques contre le régime cubain et demande une position ferme du gouvernement nord-américain contre la loi de la réforme agraire décrétée par le jeune gouvernement révolutionnaire. Ce sera le début d'une

escalade qui ne s'arrêtera pas jusqu'à ce jour. La première année du nouveau régime cubain ne sera pas marquée par des dispositions gouvernementales officielles prises par les États-Unis, mais certaines entreprises entament des actions déstabilisatrices, et des voix s'élèvent pour s'attaquer au quotas sucriers. Ainsi, en août 1959, "L'Electric Bond and Share", maison mère de la Compagnie Cubaine d'Électricité, annonce l'annulation d'un financement prévu de 15 millions de dollars, après les baisses des tarifs d'électricité décrétées par le gouvernement cubain.

### Les mesures de l'année 1960

En février 1960 les États-Unis retirent leurs fonctionnaires qui inspectaient les exportations de fruits et légumes vers les États-Unis. Le contrôle se fait maintenant dans les ports nord-américains, facilitant les refus d'entrée des marchandises et en mars le Département du Commerce met fin aux licences d'exportation d'hélicoptères vers Cuba.

Le 6 avril 1960, dans un rapport établi par un fonctionnaire du Département d'État nord-américain, on peut lire : "La majorité des Cubains soutient Castro (...) il n'existe pas d'opposition politique effective (...) le seul moyen prévisible pour aliéner le soutien interne est au moyen du mécontentement et du découragement basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques".

En juin 1960 le président Eisenhower réduit de 700 mille tonnes le quota sucrier cubain, et les principales entreprises pétrolières nord-américaines, présentes à Cuba, annoncent ne plus exporter de pétrole vers Cuba, puis de ne plus traiter le pétrole soviétique dans leurs raffineries, importé pour remédier à la fin des livraisons nord-américaines. Le 24 septembre on suspend l'exploitation de l'usine de nickel de Nicaro. Le 19 octobre 1960 tombe l'interdiction des exportations nord-américaines vers Cuba, sauf pour l'alimentation, les médicaments et les équipements médicaux. Le 19 décembre suit la suppression de la totalité du quota sucrier pour trois mois.

## L'officialisation

Début 1961 les mesures prennent un tour plus officiel et définitif. L'année commence, le 3 janvier 1961, par la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba. Le 31 mars 1961 le président Kennedy supprime le quota sucrier pour toute l'année 1961. En janvier 1962 les États-Unis font pression sur les pays latino-américains, au travers de l'OEA (Organisation des États Américains) et réussissent à imposer une rupture des relations diplomatiques à une majorité de pays du continent.

Le 3 février 1962 est proclamé officiellement l'embargo sur le commerce entre les États-Unis et Cuba. La mesure est basée sur une loi du 6 octobre 1917, la "Loi sur le commerce avec l'ennemi", qui autorise le président à appliquer des sanctions économiques en temps de guerre ou en situation d'urgence. Depuis lors, tous les présidents successifs des États-Unis ont signé, chaque année, la prolongation de cette mesure, sur base de cette loi archaïque, uniquement appliquée à Cuba.

Le Décret présidentiel 3447, invoquant la sécurité nationale et hémisphérique, stipule :

- La proclamation de l'embargo sur le commerce entre les États-Unis et Cuba;
- Défend, à partir du 7 février 1962, l'importation de tous les produits d'origine cubaine, ainsi que de tous les produits importés de ou au travers de Cuba;
- Défend toutes les exportations des États-Unis vers Cuba.

Le 8 juillet 1963 le gouvernement des États-Unis décrète le gel de tous les biens cubains aux États-Unis, et interdit tout transfert de dollars à Cuba par des pays tiers, mesure accompagnée d'autres interdictions extra-territoriales au sujet du commerce avec Cuba. En mai 1964 le Département du Commerce officialise l'interdiction totale des exportations d'aliments et de médicaments vers Cuba, mesure déjà appliquée dans les faits.

L'impact de l'ensemble de ces mesures a été terrible. Il ne faut pas oublier que les États-Unis ont longtemps constitué le marché naturel de Cuba dont, jusqu'en 1959, 73 % des exportations et 70% des importations s'effectuaient avec le proche voisin du nord. Un coup de fil suffisait pour commander des marchandises à Miami, livrées dans les 24 heures. Du jour au lendemain il fallait trouver d'autres fournisseurs, parfois à des milliers de kilomètres, avec les frais de transport élevés. Et faire tourner une économie dont quasi toute l'infrastructure était nord-américaine, sans possibilités d'achat de pièces de rechange ou d'aide technique.

## Embargo ou blocus ?

Les États-Unis ont toujours utilisé le terme "embargo" et refusé l'emploi du terme "blocus". Pourtant, en 1916, le gouvernement des États-Unis prévenait la France : "Les États-Unis ne reconnaissent à aucun pouvoir étranger le droit de faire obstacle à l'exercice des droits commerciaux d'autres pays, et de recourir au blocus s'il n'existe pas d'état de guerre". Le fait d'empêcher les communications avec l'extérieur, pour tenter de faire changer un pays par la force ou la faim, imposer l'isolement, l'asphyxie, briser le droit d'un peuple de maintenir son indépendance et sa souveraineté, entre clairement dans la définition de "blocus". Il s'agit donc bien d'un blocus illégal, contraire au droit international, dans une guerre non déclarée contre Cuba, alors que ce petit pays n'est certainement pas une menace pour la sécurité des États-Unis et ne nécessite pas des mesures de légitime défense.

**4 cosas que Cuba no puede hacer por el bloqueo**



Clinton en la firma de la ley Helms Burton      John F. Kennedy

1. Exportar o Importar alimentos, 2. Utilizar el dólar en transacciones internacionales.  
3. No pagar en efectivo cuando realiza alguna compra.  
4. Adquirir medicamentos que solo tienen grandes empresas farmacéuticas estadounidenses.

#CubaEsNuestra

## LES INSTRUMENTS LEGAUX

Les États-Unis ont utilisé des instruments légaux existants et introduits de nouveaux textes, qui servent de base au blocus contre Cuba. Ci-après nous reprenons brièvement les principales dispositions utilisées par les gouvernements nord-américains.

### **La Loi sur le commerce avec l'ennemi**

Cette loi de 1917 a été promulguée pour limiter, en temps de guerre, le commerce avec des pays considérés comme hostiles. Par après son application a été étendue, afin de permettre au président de régler les transactions en temps de guerre et "durant n'importe quelle autre période d'émergence nationale décrétée par le Président".

Tous les présidents successifs ont approuvé cette mesure chaque année, ce qui implique le maintien automatique du blocus contre Cuba.

### **La Loi sur l' Assistance Extérieure**

Promulguée en septembre 1961, elle autorise le président d'établir et de maintenir "un embargo total sur le commerce entre les États-Unis et Cuba". Elle défend aussi toute aide au gouvernement de Cuba.

### **La proclamation Présidentielle 3447**

Elle est émise le 3 février 1962 par John Kennedy et décrète l'embargo total du commerce entre les États-Unis et Cuba, en complément de la section 620 (a) de la Loi sur l'Assistance Extérieure.

### **Règlements pour le contrôle des actifs cubains par le Département du Trésor**

Émis en 1963 ils gèlent tous les actifs cubains aux États-Unis et défendent toutes les transactions financières et commerciales, les exportations cubaines vers les États-Unis, et toute transaction en dollars américains avec Cuba pour toute personne naturelle ou juridique des États-Unis ou de pays tiers.

### **La Loi sur l'administration des exportations**

Adoptée en 1979, elle accorde au président l'autorité pour contrôler les exportations et réexportations de biens et de technologie, plus particulièrement celles qui contribuent au potentiel militaire de n'importe quel pays, au détriment de la sécurité nationale des États-Unis.

### **Règlements pour l'administration des exportations**

Également adoptée en 1979 pour fixer les bases des contrôles, et fixant la politique de refus des exportations et réexportations à Cuba.

### **La Loi pour la Démocratie Cubaine**

Cette loi est plus connue comme loi Torricelli. Signée par George Bush en octobre 1992. Elle renforce les mesures économiques imposées à Cuba et soutient

l'extraterritorialité du blocus. Elle défend aux filiales nord-américaines dans des pays tiers de réaliser des transactions avec Cuba ou des Cubains, et défend l'entrée sur le territoire nord-américain, pour une durée de 180 jours, de navires de pays tiers qui ont accosté dans des ports cubains.

### **La Loi pour la Solidarité Démocratique et la Liberté Cubaine**

Ou loi Helms-Burton, approuvée par William Clinton en mars 1996. Elle est destinée à limiter les investissements étrangers à Cuba. Elle codifie les dispositions du blocus, limite les prérogatives du président pour suspendre cette politique et augmente sa portée extraterritoriale. Elle défend l'entrée aux USA des dirigeants d'entreprises (et membres de leur famille) qui investissent dans des propriétés "confisquées" à Cuba, et ouvre la possibilité de déposer des plaintes devant les tribunaux des États-Unis à ce sujet.

### **Section 211 de la Loi sur les attributions supplémentaires et d'urgence pour l'année fiscale 1999**

Celle-ci prohibe l'enregistrement aux USA de marques associées à des propriétés nationalisées, ainsi que la reconnaissance des droits des entreprises cubaines sur ces marques par les tribunaux nord-américains.

### **La loi de Réforme des Sanctions Commerciales et de l'Élargissement des Exportations**

Cette loi est adoptée en 2000 et autorise l'exportation de produits agricoles à Cuba, conditionnée par un paiement en argent liquide, avant la livraison, et sans financement par les États-Unis. En contrepartie cette loi défend les voyages touristiques à Cuba, sauf pour les 12 catégories autorisées au moment de la promulgation de cette loi.

L'énumération de ces quelques mesures légales et réglementaires confirme clairement que le blocus n'est pas seulement une question bilatérale entre les deux pays. L'application extraterritoriale des lois nord-américaines affecte directement les intérêts légitimes des entreprises et des citoyens de pays tiers, et affecte significativement la souveraineté de beaucoup d'états dans le monde.



# PARMIS LES PREMIERES MESURES RÉvolutionnaires : LES NATIONALISATIONS

F. Tack

*Le 7 août 1960 reste une date historique d'importance capitale dans l'histoire de la Révolution et pour le rétablissement de la souveraineté du pays. Ce jour-là on célébrait à la Havane la clôture du 1er Congrès de la Jeunesse. C'est à cette occasion que Fidel Castro a annoncé au peuple de Cuba la nationalisation d'un groupe de biens et d'entreprises nord-américaines, en réponse aux agressions économiques par le gouvernement des États-Unis, suite à la promulgation de la Loi de Réforme Agraire. Ce sont ces biens qui sont maintenant ouverts à des procédures judiciaires aux États-Unis, en application du Titre III de la Loi Helms-Burton. (Voir à ce sujet les textes de la Coordination pour la levée du blocus).*

## Une mise au point

Toutes les nationalisations ont été décrétées par des lois, en plein respect de la Constitution du pays et en conformité avec le droit international. Toutes ces nationalisations étaient accompagnées d'un processus de compensation adéquat. Et dans toutes les conventions de paiement d'indemnisations il est clairement spécifié que le titulaire d'une réclamation devait être un citoyen national de l'état réclamant au moment de l'expropriation du bien contesté. Ce qui n'est pas le cas pour ceux qui ont entamé des procédures, car ils étaient encore citoyens cubains au moment des faits.

Differentes pays, qui investissent aujourd'hui à Cuba, comme l'Espagne, la Suisse, le Canada, le Royaume Uni, l'Allemagne et la France, ont accepté les compensations, après négociation. Et Cuba a honoré les accords de compensation avec ces pays. Uniquelement le gouvernement des États-Unis a refusé les propositions faites à l'époque, optant pour une confrontation directe avec le jeune régime révolutionnaire.

Il est également utile de rappeler brièvement la différence entre confiscation et nationalisation.

Une confiscation est la conséquence d'un délit. Une nationalisation est une mesure économique et sociale, et s'accompagne d'une compensation. En ce qui concerne les confiscations, sur base de l'article 24 de la Loi Fondamentale, les biens confisqués étaient ceux du tyran Batista et de ses collaborateurs, des personnes naturelles et juridiques responsables de délits contre l'économie ou les biens publics, les biens de personnes qui se sont enrichies illégalement, et les biens des personnes sanctionnées par la commission des délits que la loi qualifie de contre-révolutionnaires.

## L'encadrement juridique

La Loi Fondamentale, adoptée à Cuba en février 1959, fixait les bases d'un nouveau régime politique, économique et social. Cette loi comprenait les dispositions légales permettant à un état souverain de nationaliser des biens étrangers établis sur le territoire national. Et ce texte spécifie clairement que "Aucune autre personne, naturelle ou juridique, ne peut être privée de sa propriété, sauf par une autorité compétente et pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social et national". Et moyennant une compensation adéquate.

D'autres textes légaux vont suivre. La loi de la Réforme Agraire (17/05/1959) prévoyait le paiement d'une indemnisation par des bons émis par l'état, paiement étalé sur 20 ans à un taux annuel maximum de 4,5 %. Cette mesure était applicable tant aux Cubains qu'aux citoyens étrangers, et cadrait dans le cadre des expropriations pour utilité publique, reprises dans l'art. 24. Entre octobre 1960 et décembre 1962, pour régler les nationalisations d'entreprises étrangères (espagnoles, suisses, nord-américaines, françaises, allemandes et britanniques) on a édicté les lois 851, 890, 891 et 1076. Toutes ces nationalisations étaient accompagnées d'accords globaux de compensation, acceptés par tous les pays, sauf les États-Unis qui ont opté pour la confrontation et l'agression.

Il est intéressant de rappeler que le 23 mars 1964, le Tribunal Suprême de Justice des États-Unis a édicté que les tribunaux des États-Unis devaient reconnaître la validité des nationalisations de propriétés nord-américaines, effectuées par le gouvernement révolutionnaire de Cuba.

## Le droit international

En droit international, la Charte des Droits et Devoirs Économiques des États, approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1974, établit que : "Tout état a le droit de nationaliser, exproprier ou transférer la propriété de biens étrangers. Dans ce cas l'état qui adopte ces mesures devra payer une compensation, tenant compte de ses lois et règlements".

D'autres résolutions et accords internationaux reconnaissent le droit des nations de disposer de leurs ressources : entre autres, la Résolution N° 626 du 21/12/1952, la Résolution 1803 de 1962, et la Résolution 3171 de 1973.

Il est donc clair et incontestable que Cuba a respecté les lois nationales et internationales qui règlent les nationalisations. Le seul pays ayant refusé tout accord et qui conteste depuis soixante ans, les États-Unis, refusant toute solution et optant pour des agressions de toute sorte, dont le blocus économique, commercial et financier qui tente, depuis près de 60 ans, d'étrangler l'économie de Cuba et qui frappe durement la population cubaine dans tous les aspects de la vie quotidienne et empêche le pays de se développer normalement et harmonieusement, dans le système économique et social choisi par la large majorité de la population.

## Wat zegt de Wet Helms-Burton?

(bewerking van een artikel eerder gepubliceerd door de Coördinatie voor de opheffing van de blokkade)

*De wet Helms-Burton uit 1996 bevestigt de blokkade tegen Cuba en verruimde de toepassing ervan naar niet-VS bedrijven en personen waar ook in de wereld die commerciële of financiële relaties met Cuba onderhouden. Op eenzijdige manier beslissen de VS dat niet-VS onderdanen gebonden zijn aan de VS-wetgeving. Met andere woorden, deze blokkade is ook extra-territoriaal van toepassing.*

- ◆ Art. 1 herbevestigt de Cuban Democracy Act van 1992 (Wet Torricelli), die de economische en financiële blokkade oplegt, niet alleen meer aan VS-bedrijven, maar ook aan hun dochterondernemingen of die nu in de VS of in het buitenland gevestigd zijn en tevens aan alle buitenlandse personen en bedrijven die in de VS opereren.
- ◆ Art. 3 bepaalt dat geen enkele fysieke of juridische persoon van welk land ook handel mag drijven met een Cubaans bedrijf dat vóór de revolutie van 1959 eigenlijk was van een 'VS-burger of -bedrijf', met inbegrip van de Cubanen die naar de VS vluchten en toen nog niet de VS-nationaliteit hadden. Met andere woorden, buitenlandse bedrijven worden verantwoordelijk gehouden tegenover vroegere bezitters van Cubaanse eigendommen en hun erfgenamen voor de geleden schade wegens 'het voordeel halen' uit onteigende goederen.
- ◆ Art. 4 bepaalt dat niet-VS-burgers die de blokkade niet respecteren, de toegang tot de VS geweigerd kunnen worden en juridisch vervolgd.

### Enkele voorbeelden:

De extra-territoriale blokkadewetten hebben een impact op:

- ◆ 1. Internationaal bankieren: De VS verbieden Cuba om transacties in VS-dollar aan te gaan en verbieden alle banken, inclusief buitenlandse banken, om handelstransacties van Cuba in VS-dollar te faciliteren.  
*Voorbeeld:* de Belgische banken weigeren geld over te schrijven naar een Cubaanse rekening.
- ◆ 2. Internationale fusies van ondernemingen: Wanneer een niet-Amerikaans bedrijf fuseert met een VS-bedrijf, wordt deze ook onderhevig aan blokkadewetten.  
*Voorbeeld:* De verkoop van pacemakers voor Cubaanse hartpatiënten werd plotseling stilgelegd toen Siemens van Zweden en Teletronics Pacing System van Australië de productie en eigendom overdroegen aan een Noord-Amerikaans bedrijf.

COÖORDINATIE  
Voor de opheffing  
van de blokkade tegen

COORDINATION  
Pour la levée du  
blocus contre



- ◆ 3. Niet-VS bedrijven mogen geen producten naar Cuba uitvoeren, als ook maar één minuscuul onderdeel van VS-makelij is; omgekeerd mag geen enkel product de VS bereiken als een onderdeel uit Cuba komt.  
*Voorbeeld:* Er mag geen Belgische chocolade in de Verenigde Staten worden verkocht, tenzij de Belgische regering de Amerikaanse regering de verzekering geeft dat de chocolade geen Cubaanse suiker bevat.

### Internationaal protest leidt tot opschorting Art III

De Wet Helms-Burton wordt internationaal onmiddellijk na de goedkeuring in 1996 scherp veroordeeld. De wet schendt het principe van vrije handel zoals de Wereldhandelsorganisatie voorschrijft. Bovendien leggen de VS eenzijdig hun eigen buitenlands beleid op aan bedrijven die niet in de VS zelf gevestigd zijn.

De Europese Unie en Canada namen het voortouw en protesteerden heftig. De EU legde o.m. klacht neer bij de Wereldhandelsorganisatie. Onder deze druk schortte president Clinton nog hetzelfde jaar de artikels III en IV gedeeltelijk op. Sindsdien hebben alle presidenten, ook D. Trump de eerste twee jaar van zijn ambtstermijn, dit artikel opgeschorst. Dit gebeurde telkens met een presidentieel decreet dat om de zes maanden moet worden vernieuwd. Tenminste tot april 2019.

### Trump stuurt aan op de val van de Cubaanse regering

President Trump benut alle middelen die de wet Helms-Burton biedt, om te realiseren waarvoor de wet bedoeld is, namelijk de omverwerping van de regering van Cuba. De wet Helms-Burton laat toe de economische en commerciële relaties van Cuba met derde landen te verhinderen en het aantrekken van buitenlandse investeringen te ontmoedigen. Hij neemt naar eigen zeggen deze maatregel "in het licht van de nationale belangen van de VS en van de inspanningen om de overgang naar de democratie in Cuba te versnellen, rekening houdend met de factoren zoals de brutale repressie door het regime tegen de mensenrechten en de fundamentele vrijheden...". Hoe hypocriet deze verantwoording klinkt, mag blijken uit zijn welwillende houding tegenover Saoedi-Arabië.

# **Artikel III van de Wet Helms-Burton : het zwaard van Damocles boven de handel met Cuba**

(bewerking van een artikel eerder gepubliceerd door de Coördinatie voor de opheffing van de blokkade)

*Het is geen toeval dat net op 17 april 2019 de Trump-administratie nieuwe maatregelen aankondigt die de wurggreep op Cuba vergroten. Die dag in 1961 vond de mislukte militaire agressie van rechtse Cubaanse bannelingen met steun van de CIA in de Varkensbaai plaats. Mike Pompeo, minister van Buitenlandse Zaken, verklaarde dat de VS voortaan de blokkadewet Helms-Burton strikt zullen toepassen, inbegrepen het befaamde Artikel III.*

## **Trump stuurt aan op de val van de Cubaanse regering**

De Trump-administratie kiest voor de harde confrontatie met als doel de ‘Cubaanse regering te verstikken’, zoals het in de Wet Helms-Burton letterlijk vermeld staat. De wet Helms-Burton laat toe de economische en commerciële relaties van Cuba met derde landen te verhinderen en het aantrekken van buitenlandse investeringen te ontmoedigen. Op 4 maart 2019 weigerde Trump de ophschorting van Art. III te verlengen, toen nog ‘voorlopig’, maar vanaf 2 mei 2019 is Art. III volledig van kracht. Reeds in 1998 noemde Fidel Castro Artikel III het zwaard van Damocles dat boven de internationale handel en de soevereiniteit van Cuba hangt.

Trump neemt naar eigen zeggen deze maatregel “in het licht van de nationale belangen van de VS en van de inspanningen om de overgang naar de democratie in Cuba te versnellen, rekening houdend met de factoren zoals de brutale repressie door het regime tegen de mensenrechten en de fundamentele vrijheden...”. Hoe hypocriet deze verantwoording klinkt, mag blijken uit zijn welwillende houding tegenover Saoedi-Arabië.

## **Buitenlandse bedrijven in Cuba riskeren proces**

Artikel III van Helms-Burton laat VS-burgers toe om een rechtszaak aan te spannen ‘tegen al wie voordeel haalt uit hun voormalige eigendom die door de Cubaanse overheid werd geconfisqueerd’. Gezien Cuba na de revolutie van 1959 grote delen van de economie onder overheidscontrole heeft geplaatst, betekent dit dat zo goed als elk Cubaans bedrijf riskeert aangeklaagd te worden. Als eerste stap publiceerde president Trump op 4 maart een lijst van 200 Cubaanse bedrijven met wie buitenlandse bedrijven niet mogen samenwerken, een lijst die daarna al meerder keren werd uitgebreid. De volledige toepassing van Artikel III betekent dat elk buitenlands bedrijf dat handelt met of investeert in Cuba, een proces riskeert. Met andere woorden de maatregel kan leiden tot een vloedgolf van processen

**COÖRDINATIE**  
Voor de opheffing  
van de blokkade tegen

**COORDINATION**  
Pour la levée du  
blocus contre



tegen Cubaanse én buitenlandse bedrijven. Deze maatregel gaat in tegen alle principes van de wereldhandel en stuit daarom van sinds de goedkeuring van de wet op wereldwijd protest.

## **Bacardí één van de motoren achter Art III**

Na de revolutie van 1959 keerden de rijke elite het land de rug toe. Zij wonen nu luxueus in Miami en hebben hun droom om de verloren eigendom terug te krijgen nooit opgegeven. Onder invloed van de rechtse senator Marco Rubio komt Trump nu tegemoet komen aan deze oude eis. Eén van de grote voorstanders van een strenge blokkade is onder andere Bacardí. Dit bedrijf heeft zich steeds verzet tegen de nationalisering van haar rumfabrieken in Cuba. Ook al is de groep ondertussen uitgegroeid tot een wereldmerk, toch wil het ten alle prijze Cuba heroveren. De erfgenamen hebben altijd een geldelijke compensatie voor de onteigening geweigerd en schakelden indertijd hun advocaten in bij het schrijven van de Helms-Burton Wet. Begin 2016 erkende een VS-rechtbank dat de merknaam ‘Havana Club’ aan Cuba toekomt, en niet aan Bacardí. Maar daarmee is het conflict niet beslecht. In maart van dit jaar legde de conservatief Marco Rubio een wetsvoorstel in onder de titel ‘Geen erkenning van een gestolen merknaam in de VS’. Hiermee wil Rubio de ‘rechten herstellen’ van de vroegere eigenaars, zoals Bacardí, over de merknamen van door Cuba genationaliseerde bedrijven.

## **VS weigerden compensaties voor de nationalisaties**

Historisch gezien, dateert de onteigening van de eigendommen van na de eerste militaire en economische agressie van de Verenigde Staten tegen de nieuwe bewindvoerders in Havana. Het is met andere woorden verkeerd om te stellen dat de VS-boycot een antwoord was op de nationalisatie van VS-belangen op het eiland. Van in het begin heeft de VS een vijandige houding tegenover de Cubaanse revolutie ingenomen.

Een nationalisatie is geen misdrijf. Internationaal wordt erkend dat elk land het recht heeft om eigendommen te onteigenen in het nationaal belang, mits een redelijke compensatie. Cuba is altijd bereid geweest om over een financiële compensatie voor de onteigeningen te onderhandelen. Canada, Italië, Frankrijk, Zwitserland, Spanje en het Verenigd Koninkrijk sloten dergelijke akkoorden af. Maar de Verenigde Staten kozen voor een politieke blokkade en verhinderden zo dat hun bedrijven al in de jaren '80 werden vergoed. Het rare aan de Wet Helms-Burton is dat deze Amerikaanse wet de rechten toekent aan wie op het ogenblik van de nationalisaties Cubaanse burgers waren en die pas later de VS-nationaliteit aannamen. Deze bepaling bemoeilijkt de normalisatie van de relaties tussen de VS en Cuba. Immers, volgens VN-Resolutie 1803 (XVII) heeft een land A niet de bevoegdheid om een ander land B aan te klagen omdat het bezittingen heeft onteigend van burgers die op het ogenblik van de feiten niet tot hun onderdanen behoorden.

### **Cubaanse schadeclaim tegen de VS**

Het kan niet ontkend dat de militaire en economische agressie van de VS de Cubaanse staat veel schade berokkent. Daarom heeft ook Cuba een schadeclaim ingediend. Een rechtbank van Havana heeft de regering van de Verenigde Staten in 1999 veroordeeld tot 181 miljard dollar schadevergoeding voor het toegebracht menselijk leed. In 2000 volgde een tweede veroordeling tot 121 miljard dollar voor economische verliezen.

### **Eerste klachten al ingediend**

De activering van Art. III heeft ondertussen geleid tot een eerste aanklacht van VS-burgers tegen een buitenlandse bank. Veertien kleinkinderen van de eigenaars van Banco Núñez eisen 792 miljoen dollar schadevergoeding aan de Franse bank Société Générale. De Banco Núñez werd na de revolutie geconfisqueerd. SocGen voerde tussen 2000 en 2010 voor honderdduizenden dollars betalingen en transacties aan de Nationale Bank van Cuba uit.

Ook nog dezelfde dag van de activering van Art III werd de maatschappij Carnival Cruise Corp al met twee klachten bedacht, ingediend door Javier García en Havana Docks Corporation.

Daarop anuleerde de maatschappij al haar cruises naar Cuba. Op 27 augustus 2019 viseerde diezelfde García drie cruise-maatschappijen (Royal Caribbean, Norwegian Cruise y MSC Cruises) met een klacht. Zijn argumentatie luidt dat hij vóór de revolutie eigenaar was van de haven van Santiago de Cuba. Ook Havana Docs Corp., eigendom van Mickael Behn klaagt dezelfde cruise-maatschappijen aan, omdat hij de "wettelijke eigenaar is van enige commerciële infrastructuur in de haven van Havana.

Ook Cubaanse bedrijven moeten zich voor VS-rechtbanken verdedigen. Ook Exxon Mobile beroep zich op de wet Helms Burton en daagt de Cubaanse oliemaatschappij Cupet en het invoerbedrijf Cimex S.A. in de staat Colombia voor de rechter. Exxon weigerde kort na de revolutie om Russische olie op het eiland te raffineren. Als tegenmaatregel nationaliseerde Fidel Castro de raffinaderij die nu beheerd wordt door Cupet. Het is niet de eerste keer dat Cubaanse bedrijven in de VS worden aangeklaagd. Sinds 1960 vonden al 40 dergelijke rechtszaken plaats.

Op 25 september 2019 volgt een klacht tegen twee luchtvaartmaatschappijen, het Noord-Amerikaanse American Airlines en het Chileens-Braziliaanse LATAM Airlines. De aanklager is José Ramón López Regueiro, zoon van José López Vilaboy, de vroegere eigenaar van de luchthaven Rancho Boyeros, nu de internationale luchthaven José Martí. Rigueiro legt de klacht neer wegens de geleden schade, omdat een groot aantal Cubaanse, VS- en internationale maatschappijen jarenlang gebruik maakten en maken van de luchthaven, en dit zonder de toestemming van de familie Vilaboy. Deze Vilaboy was vóór 1959 niet alleen eigenaar van de luchthaven, maar ook van het hotel Colina en andere gebouwen. Hij stond bekend als een naaste handlangers van dictator Batista. Na de revolutie opende Cuba 27 dossiers tegen Vilaboy en zijn echtgenote wegens onwettige verrijking.



## Artikel 3 van de wet Helms-Burton treedt in voege

*Op 2 mei 2019 werd artikel 3 van de wet Helms-Burton geïmplementeerd. Dit artikel geeft aan Noord-Amerikaanse burgers de mogelijkheid om een rechtszaak aan te spannen bij een Noord-Amerikaanse rechtbank tegen Cubaanse bedrijven die goederen bezitten die na de revolutie genationaliseerd werden en hen toebehoorden.*

**Youri Blieck**



De aanleiding van deze toepassing, aldus Noord-Amerikaanse diplomatieke bronnen, is de aanwezigheid van Cubaanse militairen in Venezuela. Een volledig uit de lucht gegrepen argument dat nergens op slaat. De enige Cubanen die aanwezig zijn in Venezuela zijn 20 000 gezondheidswerkers waarvan 60% vrouwen. Tot zover de militaire ambities van Cuba. Volgens Cubaanse bronnen duidt deze maatregel eerder op de heersende frustratie bij de Noord-Amerikaanse overheid over het standhouden van de Cubaanse revolutie ondanks alle economische maatregelen die zij de laatste jaren toepasten.

Maar laat ons even inzoomen op de periode na de revolutie en de onteigeningen die plaatsvonden in die tijd. Het boek '*Los propietarios de Cuba 1958*' van Guillermo Jiménez, geeft een duidelijk beeld over het landeigendom in 1958. Uit de cijfers van Jiménez blijkt dat minder dan 1% van de toenmalige bevolking alle bezittingen van het land op hun naam hadden staan. Dit in een land waar meer dan 5 miljoen burgers woonden en de overgrote meerderheid het hoofd moest bieden aan werkloosheid, ongezonde levensomstandigheden en schaarste. Een op twee Cubanen was analfabeet, 60% van de bevolking woonde in lemen huizen en slechts 3% van de bevolking kon zich sanitaire voorzieningen in huis veroorloven. Maar de lijst ontberingen die de Cubaanse bevolking in 1958 moest ondergaan is hiermee zeker niet compleet.

Toen Batista op 1 januari 1959 samen met 100 van zijn naaste makkers in 3 vliegtuigen het land ontvloog, liet hij een landschap van ellende, behoeftigheid en schaarste achter. De dag voordien hadden 551

grootgrondbezitters al de benen genomen met in hun bagage een slordige 400 miljoen dollar. Batista zelf had zijn kinderen al vooruit gestuurd samen met zijn secretaris, de heer Manuel Perez Benitoa, en 43 miljoen dollar waarvan er 42 miljoen op de rekening van het staatshoofd werd gedeponeerd. De rest van de schatkist nam Batista op 1 januari mee toen hij ook zelf het land verliet. Wat hij niet kon meenemen waren zijn onroerende goederen. Een fortuin aan gebouwen en bedrijven met name: 9 suikercentrales, een bank, 3 luchtvaartmaatschappijen, een papierfabriek, een bouwbedrijf, een transportbedrijf, een gascentrale, 2 motels, verschillende radiokanalen, een tv- zender, kranten, weekbladen, een bedrijf dat bouwmaterialen produceerde, een rederij, een toeristisch centrum en tenslotte verschillende huizen en gebouwen zowel in steden als op het platteland. Wat ook niet verzilverd werd, waren de aandelen in Noord-Amerikaanse bedrijven.

Deze rijkdom is zeker niet onbelangrijk. Vooral omdat een handvol Noord-Amerikaanse bedrijven zich in de jaren 50 Cubaanse bedrijven en gronden toeëigenden die in de loop der jaren bijna de ganse economie waren gaan behersen. The United Fruit Company palmde de belangrijkste landbouwgrond in. Daarnaast waren het merendeel van de banken en suikercentrales, de telefonie, de elektriciteit en de spoorwegen volledig in Amerikaanse handen.

De landgenoten en grootgrondbezitters die samen met Batista het land ontvlochten, hebben verschillende malen geprobeerd vergoed te worden voor de verbeurdverklaarde goederen. De geëiste vergoedingen werden niet uitbetaald waardoor deze figuren actief of financieel de acties gingen steunen die vanuit de VS tegen Cuba op touw werden gezet.

Na de overwinning van de revolutie en de vlucht van bovenvermelde bedrijfsleiders en grootgrondbezitters werden hervormingen doorgevoerd waardoor miljoenen Cubanen eigenaar werden van het land dat ze bewerkten en/of van de woning waarin ze woonden. De gronden en bezittingen die achtergelaten werden, of op oneigenlijke manier verworven waren, werden eigendom van de Cubaanse overheid die ze op haar beurt herverdeelde. Om dit werk op een rechtvaardige en gestructureerde manier te voltrekken werd er een instantie op poten gezet die dit tot in de puntjes uitzocht: 'het ministerie van de recuperatie van verduissterde goederen'. Deze hadden de taak na te gaan hoe mensen bezittingen hadden gekomen en of zij effectief de rechtmatige eigenaars waren van hun bezittingen.

Was dit het geval dan werd de eigendomsakte bekrachtigd, was dit niet zo dan werden de bezittingen aangeslagen.

Artikel 3 van de wet Helms-Burton beoogt deze onteigende goederen te laten vergoeden. Na het afkondigen van deze wet vroeg de heer José Ramón López, zoon van de toenmalige Cubaanse bedrijfsleider José López Villaboy, eigenaar van de luchthaven Rancho in Boyeros, de luchtvaartmaatschappij Cubana de Aviación, het hotel Colina en nog een aantal gebouwen, een compensatie voor het verlies van de hierboven vermelde bezittingen. Vader López Villaboy vond op 1 januari geen plaats aan boord van één van de drie vliegtuigen van Batista en vroeg vervolgens asiel aan in de ambassade van Guatemala in Havanna.

Het ministerie van de recuperatie van verduisterde goederen opende 27 dossiers in het geval van mijnheer José López Villaboy en zijn vrouw. In het boek 'bedrijven in Cuba, 1958' vinden we een uitgebreide beschrijving van hoe de vliegmaatschappij Cubana de Aviación

uiteindelijk in handen kwam van de heer José López Villaboy. Cubana de Aviación was destijs een bedrijf met een waarde van 22 miljoen dollar, er werkten 796 mensen en ze hadden 23 kantoren. Het gemengd kapitaal behoorde toe aan verschillende privébedrijven en een staatsinstelling waarvan de grootste aandeelhouder Batista was. Twee derde van het privékapitaal zat in een immobiliënkantoor, 'Inmobiliaria Rocar' waarvan Batista eveneens de grootste aandeelhouder was. Via allerhande bedrijven en zwendel van aandelen werd José López Villaboy, met de nodige steun van de toenmalige president, uiteindelijk de eigenaar van het bedrijf. Eens deze zwendel aan het licht kwam werden op een aantal zaken na alle bezittingen van José López Villaboy geconfisqueerd en overgemaakt aan de bevoegde ministeries en overheidsinstanties. Zo kwamen de maatschappij Cubana de Aviación, de luchthaven en de parking bij het Ministerie van Transport terecht.

Zou José Ramón López weten hoe zijn vader aan deze eigendommen kwam toen hij een vergoeding eiste via de nieuwe wet?

## LEY 80

Wet 80 is een wet die op 24 december 1996 werd goedgekeurd in Cuba. De wet 80 heet ook wet van herbevestiging van de waardigheid en de souvereiniteit van Cuba. Deze wet heeft de bedoeling om de gevolgen van in de V.S. gestemde wet Helms Burton over de blokkade tegen Cuba tegen te gaan in Cuba zelf en is tegelijk een sterk signaal naar de buitenwereld om de blokkade tegen Cuba niet te aanvaarden.

**Titel III** van de wet Helms Burton hebben de V.S. echter nooit willen toepassen want elke president schortte dit op voor telkens 6 maanden om andere landen en bedrijven niet voor het hoofd te stoten. Trump echter heeft dit recent niet meer willen doen. Gevolg is dat personen die eigendommen hadden in Cuba voor de revolutie en die eigendommen genationaliseerd zagen, zich nu kunnen wenden tot de rechtkbank om geld te eisen van personen of firma's die gebruik gemaakt hebben van die eigendommen na de nationalisering van deze vroegere bezittingen.

Bv. De haven van Havana was privébezit en eigenaars van schepen die er aanmeren kunnen nu vervolgd worden. Twee dingen vallen daarbij op te merken. Ten eerste enkel als degenen die vervolgd worden ook belangen hebben in de V.S. zijn ze kwetsbaar. Ten tweede gerechtelijke vervolgingen buiten de V.S. hebben zo goed als geen kans. Bij de nationalisering is immers geen internationaal recht geschonden. Zo bv is een zaak recent door het Spaanse gerecht afgewezen. Wel is het zo dat de V.S. bij de nationalisatie elke financiële compensatie heeft afgewezen omdat ze liever een politiek van agressie voerden. Alle andere betrokken landen hebben de nationaliseringen wel aanvaard en daar werden de overeengekomen sommen voor betaald. Hoe dan ook zal titel III toch voor een aantal firma's uit de V.S. en andere landen een nadelig

gevolg hebben alsook voor Cuba zelf omdat een aantal handelspartners noodgedwongen afhaken. Recent heeft de helft van de vloot die Cuba bevoorraadt met brandstof afgehaakt met als gevolg een aantal weken weinig vervoer, geen airco in de winkels of bij de mensen thuis, problemen met transport en voedselvoorziening enz..

Op 17 mei 2019 heeft Rodrigo Malmierca, Cubaans minister van buitenlandse handel en investeringen nog eens duidelijk gesteld dat wet 80 elk bedrijf dat investeert in Cuba beschermt en een volledige juridische garantie geeft omdat de nationaliseringen gebeurd zijn volgens internationaal recht. Artikel 1 van wet 80 stelt duidelijk dat de wet Helms Burton geen enkele waarde heeft en geen enkel juridisch effect en dat derhalve iedere klacht van een natuurlijke of juridische persoon ongeacht nationaliteit als onbestaande zal beschouwd worden. In de overwegingen bij de wet wordt ook verwezen naar de steeds voortdurende imperialistische politiek van de V.S. tegenover Cuba sedert de onafhankelijkheid zoals bv blijkt uit het Platt amendement dat de V.S. het recht gaf militair tussen te komen in het "onafhankelijke" Cuba en niet te vergeten de installatie door de V.S. van voor hen welwillende dictaturen...

**Regi Rotty**



# LE BLOCUS VIOLE LE DROIT INTERNATIONAL : APPLICATION EXTRATERRITORIALE

## Application extraterritoriale de la loi Helms-Burton

L'application extraterritoriale du blocus reste un des signes distinctifs de la politique agressive des Etats-Unis contre Cuba. Cet entrelacs de sanctions lèse gravement notre pays, mais il porte aussi préjudice aux intérêts et droits souverains de pays tiers, ce qui constitue une violation du droit international, des buts et principes de la Charte des Nations Unies et des normes du libre-échange.

L'application du blocus s'est durcie durant la période analysée, entre autres par la décision de l'administration étasunienne de permettre, par la mise en oeuvre du Titre III de la Loi Helms-Burton, des actions judiciaires devant des cours des USA contre des entités juridiques qui "trafiqueraient" avec des biens nationalisés à Cuba dans les années 60, ce qui attente à la liberté de commerce, renforce l'extraterritorialité des sanctions contre Cuba et porte préjudice aux relations économiques et commerciales de l'île avec la communauté internationale.

La Loi Helms-Burton, qui viole des principes du droit international tels que la libre détermination des peuples, la liberté de commerce, l'égalité souveraine et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, est absolument inapplicable à Cuba : la Loi 80 dite de Réaffirmation de la dignité et de la souveraineté cubaines, adoptée par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire en décembre 1996, la déclare illicite, sans la moindre valeur ni effet juridique sur le territoire national cubain.

La promulgation de la Loi Helms-Burton a poussé d'autres pays, dont le Mexique, le Canada et l'Union européenne, à adopter des "législations antidote" pour se protéger contre les préjudices qu'elle peut leur infliger.

Aussi l'Union européenne a-t-elle adopté un "Statut de blocage" qui interdit que les verdicts prononcés par des cours étasuniennes en rapport avec le Titre III de la Loi Helms-Burton puissent avoir des effets légaux dans ce territoire. Le gouvernement canadien a amendé la Loi contre les mesures extraterritoriales étrangères, établissant qu'"aucun verdict prononcé conformément à la législation des Etats-Unis ne sera reconnu ni exécutable de quelque manière que ce soit au Canada". De son côté, le Mexique dispose de la Loi de protection du commerce et de l'investissement contre les normes étrangères qui violent le droit international.

## PRÉJUDICES CAUSÉS À DES ENTITÉS JURIDIQUES CUBAINES

- ◆ Plusieurs entités juridiques cubaines ont subi des préjudices de différents impacts : fermeture de comptes

COÖRDINATIE  
Voor de opheffing  
van de blokkade tegen

COORDINATION  
Pour la levée du  
blocus contre



en banques pour des ambassades et pour la compagnie Cubana de Aviación (Brésil, Santa Lucia, Bahamas, République Dominicaine, Panama);

- ◆ transactions refusées (ING-Luxembourg, Nouvelle Zélande-New Zealand Banking Group);
- ◆ annulations de contrats (Japon, Jamaïque, Kazakhstan, Saint Kitts et Nevis, Panama).

## PRÉJUDICES CAUSÉS AUX SECTEURS BANCAIRE ET FINANCIER ÉTRANGERS (EXEMPLES)

- ◆ Le 5 octobre 2018, l'OFAC inflige une amende de 5 263 171 dollars à la banque J. P. MORGAN CHASE pour avoir réalisé de 2008 à 2012 des transactions et prêté des services non-autorisés à des clients inscrits sur la Liste des personnes spécialement visées et bloquées.

- ◆ Le 19 novembre 2018, la banque Société générale S.A. de Paris (France) accepte de payer une amende totale de 1 340 231 916 dollars à l'OFAC (département étasunien du Trésor), au bureau du procureur général du district Sud de New York, au bureau du procureur général du district du comté de New York, à la Réserve fédérale et au département des services financiers de l'État de New York pour avoir violé les Cuban Assets Control Regulations, les Réglementations concernant les sanctions et transactions à l'Iran et les Réglementations sur les sanctions au Soudan. Selon l'OFAC, la Société générale a, entre le 11 juillet 2007 et le 26 octobre 2010, réalisé 796 transactions concernant Cuba pour un total de plus 5,5 milliards de dollars. Cette pénalisation constitue la seconde plus lourde imposée à une institution financière pour ses relations avec Cuba.

- ◆ Le 9 avril 2019, l'OFAC inflige une sanction à STANDARD CHARTERED BANK, institution bancaire et financière britannique, pour avoir violé les Cuban Assets Control Regulations et d'autres programmes de sanctions applicables à l'Iran, à la Syrie, au Soudan et au Myanmar ; pour éviter un procès, la banque accepte de payer 639 023 750 dollars à l'OFAC et 2 715 100 479 dollars à d'autres institutions gouvernementales et d'Etats des USA.

- ◆ Le 15 avril 2019, l'OFAC inflige des sanctions aux filiales européennes d'UNICREDIT GROUP en Allemagne, Autriche et Italie pour avoir violé les Cuban Assets Control Regulations et d'autres programmes de sanctions applicables au Myanmar, au Soudan, à la Syrie, à l'Iran et à la Libye; pour éviter un procès, la filiale allemande accepte de payer 553 380 759 dollars, la filiale autrichienne 20 326 340 dollars et la filiale italienne 37 316 322 dollars à l'OFAC et à d'autres institutions gouvernementales et d'Etats des USA.

## De moeilijke houding van de EU tegenover de VS-blokkade tegen Cuba

(bewerking van een artikel eerder gepubliceerd door de Coördinatie voor de opheffing van de blokkade)



*Onmiddellijk na de omverwerping van de Batista-dictatuur in Cuba kondigde toenmalig president Kennedy economische sancties tegen het eiland af. De Wet Torricelli (Cuba Democracy Act, 1992) en de Wet Helms-Burton (1996) leggen de VS-blokkade tegen Cuba in wetten vast. Industrieel sterke landen reageerden verontwaardigd, omdat de blokkade tegen Cuba de bewegingsruimte van niet-VS bedrijven sterk aan banden legt. Een kort overzicht.*

### De Wet Helms-Burton

De wet Helms-Burton uit 1996 betonnerde helemaal de blokkade tegen Cuba en verruimde tevens de blokkade naar buitenlandse bedrijven. Art. 1 bevestigt dat niet alleen VS-bedrijven geen handel met Cuba mogen drijven, maar ook aan hun dochterondernemingen of die nu in de VS of in het buitenland gevestigd zijn en tevens aan alle buitenlandse personen en bedrijven die in de VS opereren. Art. 3 bepaalt dat geen enkele fysieke of juridische persoon van welk land ook voordeel mag halen uit een Cubaans bedrijf dat eigenlijk was van een VS-burger (inclusief de naar de VS uitgeweken Cubanen) en dat na de revolutie van 1959 werd geconfisqueerd.

Art. 4 bepaalt dat niet-VS-burgers die de blokkade niet respecteren, de toegang tot de VS geweigerd kunnen worden en juridisch vervolgd.

### Reactie van de EU op de Wet Helms-Burton

Wereldwijd lokte de Wet Helms-Burton erg negatieve reacties uit, ook bij de Europese Unie. De VS kunnen niet eenzijdig hun internationaal beleid aan alle andere landen opleggen. Daarnaast zijn de mogelijke negatieve gevolgen voor de Europese bedrijven onaanvaardbaar. De Europese Unie keurde daarom de Blokkeringsverordening 2271/96 goed ter bescherming van de Europese belangen in de relaties met Cuba. Verder maakte de EU in hetzelfde jaar 1996 de zaak aanhangig bij de Wereldhandelsorganisatie wegens schending van de vrije handel.

### EU-klacht bij de Wereldhandelsorganisatie... in de ijskast

De VS reageerden dat de WHO niet bevoegd is, want het gaat hier niet om een economische, wel om een politieke maatregel. De klacht werd niet ten gronde behandeld. In 1998 sloten de VS en de EU een Memorandum van Verstandhouding. President Clinton schortte een deel van artikel III van de Wet Helms-Burton op. Verder spraken de VS en de EU af om in onderling overleg een oplossing te vinden voor artikel IV. In ruil

beloofde de EU om de klacht bij de WHO in te trekken en investeringen in Cuba niet aan te moedigen. Deze houding van de EU sloot aan bij wat bekend staat als het 'Gezamenlijk Standpunt/Posición Común' van 1996. Hierin koppelt de EU de normalisering van de betrekkingen met Cuba aan de mensenrechten. Dit harde standpunt belette niet dat de EU de extraterritoriale effecten van de VS-blokkade bleef veroordelen. De latere presidenten Bush, Obama en zelfs Trump (tot begin 2019) hebben deze gedeeltelijke opschorting van artikel III verlengd. Maar van een definitieve oplossing tussen de EU en de VS is nooit werk gemaakt.

### Blokkeringsverordening N° 2271/96 van de Europese Raad

Onmiddellijk na de goedkeuring van de Helms-Burton wet heeft de Commissie ook nog in 1996 prompt een toepasselijk wettelijk kader gecreëerd, gekend als Verordening 2271/96 of "blocking statute". Bedrijven en personen in de gehele Europese Unie mogen de wet Helms-Burton niet naleven; tevens voorziet de verordening in de mogelijkheid om schadevergoeding te krijgen voor geleden schade omwille van VS-sancties.

De Verordening 2271/96 verklaart de extraterritoriale effecten van de blokkade illegaal.

Artikel 5 van Verordening 2271/96 verbiedt privé-personen en bedrijven om bevelen of regels op te volgen die voortvloeien uit de illegale blokkadewetten.

Artikel 9 verplicht elke lidstaat ertoe om in het geval van overtredingen sancties te bepalen.

Artikel 2 bepaalt dat wie schade ondervindt, binnen de 30 dagen klacht kan indienen bij de Europese Commissie, die verplicht is de betrokken nationale regering op de hoogte te stellen.

Maar in de praktijk bleef deze verordening dode letter, op één uitzondering na. De Europese Unie toont zich sindsdien vrij laks, deels omdat de druk vanuit de economische wereld op onze politici uitbleef. Maar belangrijker is wellicht dat de EU beste maatjes wil blijven met de grote broer aan de overkant van de oceaan. Alleszins, de Europese politici getuigen hier alleszins van weinig politieke moed en verantwoordelijkheidszin.

## Slechts één concrete actie!

Er is op Europees vlak slechts één concreet voorbeeld van succesvol verzet. In Oostenrijk kwam een meerderheid van de aandelen van de Bank Bawag in handen van het VS consortium Cerberus. In april 2007 gooide de bank een 200-tal Cubaanse klanten buiten met als argument de VS-blokkadewetten. De Oostenrijkse regering verklaarde dat dit illegaal was en de voormalige buitenlandminister Ursula Plassnik leidde een proces in tegen Bawag die onder die druk de maatregel introk. De geest van de EU-verordening kan dus wel degelijk waargemaakt worden.

## Weerwerk van de Hoge Vertegenwoordigster voor Buitenlandse Aangelegenheden, F. Mogherini

Federica Mogherini heeft sinds haar aanstelling in november 2014 het voortouw genomen om de relaties tussen de Europese Unie en Cuba te verbeteren. Zij heeft de Europese Unie weten te bewegen om het vermanende vingertje naar Cuba (*Posición Común*) op te geven en te vervangen door een dialoog op basis van wederzijds respect (*Samenwerkingsverdrag EU-Cuba*).

“De blokkade is geen oplossing en dat hebben we aan onze collega’s van de Verenigde Staten gezegd”. Dat verklaarde Federica Mogherini, hoge vertegenwoordiger voor buitenlandse aangelegenheden van de EU, tijdens haar derde bezoek aan Cuba op 3 januari 2018.

“De Cubanen staan niet alleen, niet nu en niet in de toekomst, tegenover zij die muren oprichten en deuren sluiten...”

Los van de politieke veranderingen in Washington blijft mijn boodschap hier dat de relaties van de EU met Cuba hecht, stabiel en betrouwbaar zijn”, aldus nog Mogherini. De politiek van de Verenigde Staten heeft enkel een negatief effect op de levenskwaliteit van de Cubanen en is “achterhaald en illegaal”.

Het Akkoord voor politieke dialoog en samenwerking dat op 1 november 2017 van start is gegaan, “kan een sterk instrument zijn om de economische en sociale aanpassingen te ondersteunen en opent nieuwe mogelijkheden om onze handel en investeringen te vergroten...”. In deze context vermeldde Mogherini nog dat de blokkade de belangrijkste belemmering voor de uitbreiding van de economische relaties tussen de EU en Cuba is. De EU kan niet toestaan dat Europese bedrijven schade ondervinden van dergelijke unilaterale maatregelen. De Europese landen zullen zich verder inzetten om hieraan een einde te stellen.

## Herbevestiging van de Blokkingsverordening nav VS-sancties tegen Iran

Niet de evoluties in Cuba, maar wel de opzegging door president Trump van het Iran-verdrag zet de Europese Commissie er toe aan om in augustus 2018 een geactualiseerde Uitvoeringsverordening (2018/1101) van de Blokkingsverordening uit te werken. De actualisatie laat de Verordening 2271 ongewijzigd, met als belang-

rijkste doel “bescherming en verweer tegen onwettige gevolgen van de extraterritoriale toepassing van ... door derde landen uitgevaardigde wetten ...”. In de bijlage wordt duidelijk gemaakt dat onder “derde landen” de Verenigde Staten moeten verstaan worden. Het verbod om gevolg te geven aan de eisen of verboden die voortvloeien uit de VS-sancties, blijft van kracht.

## EU laat de achterdeur open

Eén ding is een verbod uitspreken, een ander het verbod ook afdwingen. Hier knelt het schoentje serieus. Europese bedrijven (met belangen in de VS) bevinden zich in een juridische catch 22: enerzijds worden zij door de VS verplicht om de VS-sanctie mee uit te voeren; anderzijds verbiedt de Europese Unie hieraan gevolg te geven.

En alhoewel de Uitvoeringsverordening 2018/1101 naar eigen zeggen de bedoeling heeft om de Europese bedrijven meer rechtszekerheid te geven, laat de Europese Commissie toch een achterpoortje open: Europese bedrijven mogen de VS-sancties wél opvolgen, als ze de Europese Commissie vooraf kunnen aantonen dat hun belangen anders erg getroffen worden. Deze mogelijkheid was ook al voorzien in de Verordening 2271 van 1996. Nieuw is dat de Uitvoeringsverordening 2018/1101 nu in detail criteria vastlegt. Een bedrijf kan ondermeer een uitzondering aanvragen in geval van mogelijk ernstig economisch verlies of als het bedrijf een moeder- of dochteronderneming van een bedrijf is dat onder de sanctiewetten van de VS valt.

De Europese Commissie beklemtoont dat het hier om een uitzonderingsmaatregel gaat, want Europese bedrijven zijn gebonden aan de Europese wetgeving, niet aan de VS-wetgeving.

## Een alternatief betalingsmechanisme ... nog niet gevonden

Nog in de context van de opzegging van het Iran-verdrag verklaarde F. Mogherini op 24 september 2018: “Geen enkel soeverein land of organisatie kan aanvaarden dat een ander bepaalt met wie men handel mag voeren”. Naar aanleiding van de Algemene Vergadering van de VN verklaarde F. Mogherini dat de Europese Commissie werkt aan alternatief betalingsmechanisme of ‘Special Purpose Vehicle’, dat de VS-sancties omzeilt en zo het financieel verkeer met Iran moet veilig stellen. Mevr. Mogherini voegde er meteen aan toe dat dit mechanisme tevens voor andere landen kan toegepast worden. Dit mechanisme zou mogelijkheden voor de betalingen aan Cuba kunnen bieden, gezien veel banken deze momenteel weigeren uit te voeren.

Maar een jaar later is van dit alternatief betalingsmechanisme nog niets in huis gekomen.



## Activering Art III van de Wet Helms-Burton wakkert handelsconflict met EU aan

Sinds de komst van ultrahavik John Bolton als nationaal veiligheidsadviseur en Mike Pompeo als minister van buitenlandse zaken draait president Trump de toenaderingspolitiek van Barack Obama volledig terug. Met de activering van het omstreden Artikel III van de Wet Helms-Burton (2 mei 2019) zet president Trump de deur open voor een open handelsconflict met de Europese Unie en andere landen met economische belangen in Cuba wegens schendig van de internationale afspraken van de Wereldhandelsorganisatie WHO. De EU is de grootste handelspartner van Cuba. Europese ondernemingen hebben de afgelopen jaren flink geïnvesteerd op het Caribische eiland. Spanje alleen al investeert jaarlijks zowat 300 miljoen euro in Cuba, voornamelijk in het toerisme.

Artikel III van de wet Helms-Burton zegt dat VS-burgers, met inbegrip van de Cubano-Amerikanen, via een VS-rechtbank schadevergoeding kunnen eisen van 'al wie voordeel haalt uit hun voormalige eigendommen die door de Cubaanse overheid werden geconfisqueerd'. Gezien Cuba na de revolutie van 1959 grote delen van de economie onder overheidscontrole heeft geplaatst, betekent dit dat zo goed als elk bedrijf met economische belangen in Cuba, een juridisch proces boven het hoofd hangt.

## Europa dreigt met klacht bij WHO

Deze flagrante agressie van president Trump gaat volledig in tegen de strategie van de Europese Unie die op voet van gelijkheid en respect een politieke dialoog met Cuba heeft opgestart. Onmiddellijk heeft Federica Mogherini de VS-beslissing streng veroordeeld. In een brief van 2 mei '19 waarschuwt Mogherini Mike Pompeo dat de EU haar klacht bij de Wereldhandelsorganisatie opnieuw zal indienen als de VS haar plannen doorzet. Bij haar bezoek aan Havana op 9 september 2019 verwees zij ook naar het Blocking Statute dat 'wettelijke bescherming biedt voor Europese bedrijven tegen de extraterritoriale toepassing van de VS-maatregelen'.

## Besluit: Mooie woorden, weinig effectieve daden

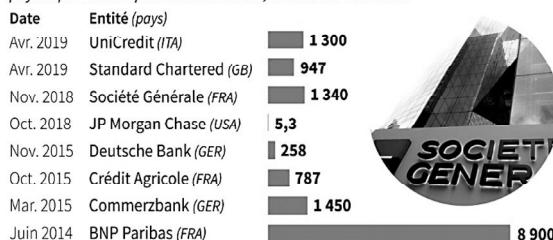
De VS domineren met hun dollar de internationale financiële markt en handel. De Europese Unie verdedigt met alle middelen haar belangen. Het Akkoord voor politieke dialoog en samenwerking biedt een mooi kader voor de ontwikkeling van correcte relaties tussen de EU en Cuba. Spijtig genoeg slaagt de EU er niet in om een krachtdadig en effectief beleid uit te werken, dat de extraterritoriale effecten van de VS-blokkade tegen Cuba neutraliseert.

Noch de Blokkeringsverordening 2271/96 en de Actualiseringverordening 2018/1101, noch het alternatief betalingsmechanisme biedt Europese partners de garantie dat hun economische samenwerking met Cuba niet door de VS met boetes worden gesanctioneerd. En voorlopig blijft ook de klacht bij de Wereld Handelsorganisatie in de koelkast. Spijtig!



## La difficulté de commercer avec Cuba

**Principales amendes pour violation de l'embargo américain payées par les banques internationales, en millions de dollars**



### Contraintes imposées par les Américains

**Embargo commercial**  
En vigueur depuis 1962

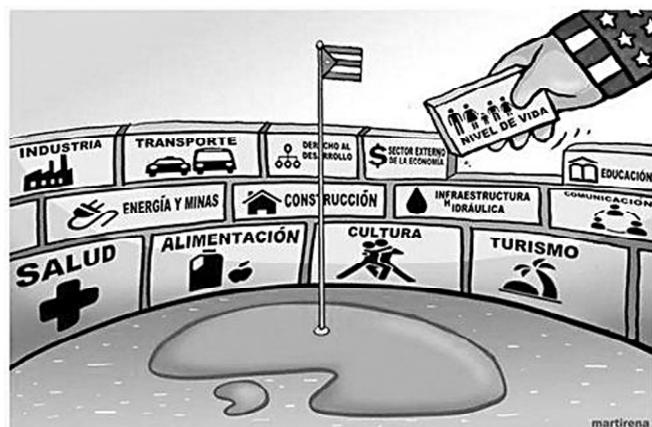
Interdit à Cuba l'utilisation du dollar dans les transactions commerciales internationales

**Loi Helms-Burton** (articles 3 et 4)  
Pleinement en vigueur depuis mai 2019

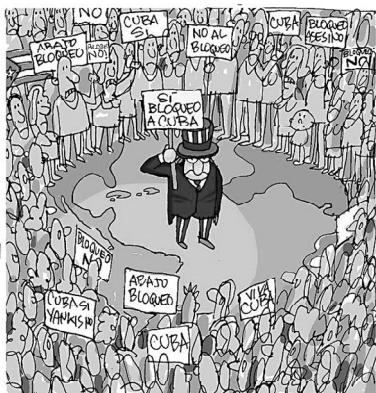
Interdit d'exploiter des biens confisqués aux américains lors de la révolution de 1959

Photo AFP/Thomas Samson

© AFP



## Les banques belges refusent l'aide humanitaire pour Cuba



**Selon des recherches il est prouvé que des banques belges bloquent des fonds destinés à des fins humanitaires et de développement à Cuba, en contradiction flagrante avec la réglementation européenne.**

Plusieurs organisations citoyennes, réunies au sein de la Coordination pour la levée du blocus contre Cuba, ont examiné quelles sont les banques belges qui poursuivent le blocus illégal de Cuba.

Elles ont tenté d'effectuer un virement financier vers Cuba auprès de neuf banques, destiné à des fins humanitaires et de développement. Ces fonds étaient, entre autres, destinés au soutien des victimes de l'ouragan Irma de 2017.

Quatre sur neuf banques examinées, BNP-Paribas-Fortis, Argenta, ING, Triodos, ont refusé de transférer les fonds. "L'examen confirme ce que plusieurs ONG ont déjà expérimenté dans les faits", déclare la Coordination pour la levée du blocus contre Cuba. "Aider Cuba est rendu impossible en Europe". Mais les banques font un pas de plus et refusent des paiements au sein de l'Europe, uniquement sur base de la mention "Cuba" dans l'adresse du destinataire ou dans la communication.

### Illégal

Pourtant, les banques en activité en Europe sont soumises à la réglementation de l'Union Européenne. Encore au mois d'août la Commission Européenne a confirmé que chaque personne, organisation ou entreprise doit pouvoir faire des affaires avec Cuba, sans une ingérence de la part des États-Unis. "Mais notre recherche prouve que les banques ignorent cette règle. Manifestement la réglementation européenne et les nombreuses condamnations par l'Europe du blocus de Cuba par les États-Unis n'ont pas d'effet".



### Refus pour "compliance"

ING et BNP-Paribas-Fortis justifient le refus de virement, avec comme motif "compliance", soit la conformité avec la gestion interne de la banque. Mais des contacts personnels avec des directeur d'agence nous apprennent que le refus a quelque chose à voir avec le blocus US de Cuba, et peut intervenir. Argenta a répondu par la communication qu'ils font appel à ING pour les paiements internationaux. "Les transactions refusées en conformité à la gestion interne de ING, ne peuvent être offertes par Argenta". Ceci selon le Compliance Officer d'Argenta. Triodos écrit que la banque "n'exclut pas Cuba dans sa gestion générale", mais qu'elle utilise une autre banque qui "applique encore toujours une exclusion pour Cuba". "Conscient de la différence entre gestion et pratique, Triodos examine comment rendre possible des paiement vers Cuba", selon le directeur de la banque.

### Échappatoire

De par le passé plusieurs grandes institutions financières se sont vu imposer de lourdes amendes par les instances nord-américaines. C'est ce que ING et BNP-Paribas-Fortis ont connu dans le passé, avec de fortes amendes imposées par les instances des États-Unis, entre autre pour des transactions vers Cuba. Les banques se retrouvent coincées entre la législation européenne et celle des États-Unis. Voilà pourquoi la Commission Européenne leur offre une échappatoire. Les banques peuvent ainsi demander une exemption à l'obligation européenne d'ignorer le blocus par les États-Unis. Ceci n'est pas la bonne solution. Les banques doivent en premier lieu appliquer la législation européenne. C'est leur responsabilité de garantir l'exécution de paiements non problématiques. Et les paiements vers Cuba le sont.

Le courage politique montré par l'Europe semble un rideau de fumée. La pratique démontre que les intérêts des habitants de l'Europe comptent moins que ceux des États-Unis. L'aide humanitaire, un soutien à des citoyens frappés par une catastrophe naturelle, est soumis par l'Europe à la volonté des États-Unis. Le manque de volonté de l'Europe par rapport au blocus imposé unilatéralement par les États-Unis contre Cuba la rend complice de ce blocus.

## La politique se cache derrière l'autonomie des banques

Suite à l'enquête, la Coordination pour la levée du blocus a informé la Commission Européenne de chaque banque qui refuse d'accorder l'aide humanitaire à Cuba. En conformité des règlements européens, les dossiers ont également été transmis au gouvernement belge. Le Ministère des Affaires Étrangères confirme la réception des dossiers, mais cela en reste là. "Les banques sont des entreprises privées autonomes et sont libres de déterminer avec quels pays elles développent des relations financières ou économiques. Elles ne doivent pas se justifier à ce sujet", avons nous appris lors d'une conversation avec ce ministère.

Se cacher derrière l'autonomie des banques explique pourquoi la Belgique, comme tout autre état membre de l'Union Européenne, n'a pas rédigé une législation nationale propre, qui doit rendre possible l'exécution du règlement européen 2271/96. Bref, l'interdiction européenne au sujet du suivi des sanctions unilatérales des États-Unis contre Cuba reste lettre morte. D'autre part, 70 à 80 % du trafic financier international s'effectue en dollars, et ceci est contrôlé par les États-Unis. Cette donnée explique la faiblesse de l'Union Européenne.

## Entamer des démarches

Notre message est clair : la duplicité des politiciens qui condamnent le blocus en paroles et l'admettent dans les actes, les rend complices de ces sanctions inhumaines.

La Coordination pour la levée du blocus contre Cuba, exige en premier lieu que **les autorités Belges et Européennes** entreprennent des actions suite à l'enquête de 2018 sur les banques et Cuba. C'est le rôle de la Commission Européenne de fournir aux citoyens, aux entreprises et aux banques, une protection efficace contre d'éventuelles amendes imposées par les États-Unis suite à leurs relations avec Cuba.

D'autre part l'Europe doit responsabiliser les banques et les obliger à élaborer des mécanismes internationaux garantissant les paiements vers Cuba. La Belgique peut prendre l'initiative à ce sujet.

La Coordination exige **des banques** qu'elles perfectionnent leurs mécanismes de contrôle interne. Il est inadmissible que des transactions soient bloquées uniquement parce que "Cuba" est mentionné dans le nom du destinataire, ou dans la communication.

D'autres banques que celles mentionnées ci-dessus prouvent que des paiements à des organisations cubaines sont possibles. Il n'y a donc aucune raison pour que les banques mentionnées ne le fassent pas.

## Entrevista con Abel Prieto

# ABEL PRIETO : “LES ÉTATS-UNIS COMMETTENT UNE NOUVELLE ERREUR DANS LE CAS DE CUBA”

*Cuba Sí a eu l'occasion d'interviewer Abel Prieto, ministre cubain de la culture. Nous reprenons ci-dessous quelques-unes de ses considérations au sujet des agressions contre Cuba et de l'impact du blocus sur la culture.*

*(Interview intégrale réalisée et filmée par Anne Delstanche : <https://youtu.be/B6-LxWixCw>).*



## La politique de Trump

"Je crois que l'administration Trump, son équipe et les faucons qui l'entourent, qui la conseillent, commet une nouvelle erreur dans le cas de Cuba. Elle sous-estime la capacité de résistance du peuple cubain. Les États-Unis sous-estiment la conscience du peuple cubain quant à la position qu'il doit adopter dans cette conjoncture. Ils fantasment follement sur l'idée d'un soulèvement interne contre le gouvernement. Rien de tout cela ne se produira à Cuba. Il est impossible que cela se produise à Cuba, pas pour les raisons qu'ils invoquent, pour la répression. Cela n'a rien à voir avec de la répression, cela a à voir avec ce qui a été semé pendant 60 ans. Le peuple cubain est un peuple qui sait que ses dirigeants ne lui mentent pas, qui sait que ses dirigeants ne le trompent pas, qui sait que ses dirigeants ne sont pas une troupe de corrompus comme dans d'autres parties du monde, où la politique a touché le fond depuis qu'elle est devenue plus un moyen de s'enrichir qu'une façon de servir ceux qui vous ont élus, ceux qui vous soutiennent".

## Les agressions

"Qu'est-ce qu'ils font maintenant ? Maintenant ils empêchent les navires des compagnies maritimes qui livrent du pétrole d'atteindre Cuba, et ils ont pratiquement créé une situation de grave pénurie de carburant. Des mesures ont été prises par le gouvernement pour tenter d'atténuer l'impact de cette politique de harcèlement, de piraterie, comme l'a appelé un de nos journalistes. Comment faire pour que ce piratage fasse le moins mal possible dans la vie quotidienne des Cubains ? Ils ne diviseront certainement pas le peuple. Nous n'allons pas revenir à la période spéciale des années '90. Cuba est mieux préparée que jamais pour faire face à ce type d'agression. Notre économie est beaucoup plus diversifiée. Nous avons une stratégie très claire pour résister et nous développer. Nous n'avons même pas renoncé à une faible augmentation du produit intérieur brut... Maintenant ils ont bloqué nos comptes Twitter. Mon compte est bloqué, je profite de cette occasion pour le dénoncer... Hier deux de nos fonctionnaires aux Nations Unies ont été expulsés sans aucun fondement. Chaque jour, au moins chaque semaine, il y a une ou deux nouvelles mesures pour renforcer le blocus".

## Les effets du blocus sur la culture

"La culture a un immense public dans le pays. Avec notre politique culturelle, la culture s'est démocratisée comme jamais auparavant. L'accès à la culture est un droit qui a aussi été rendu explicite dans notre constitution. Mais la culture, par nature, cherche un public universel. Il est logique que l'artiste cherche à réussir dans les circuits internationaux. Cela fait aussi partie de la vocation de l'artiste, porter son message à tous les publics imaginables. Le principal marché de l'art dans le monde est aux États-Unis. Au temps de Bush les opportunités ont été coupées. Après les mesures prises par Obama, qui étaient limitées mais qui ont ouvert certaines possibilités, il était beaucoup plus facile pour nos artistes d'aller aux États-Unis.

A un moment donné le ballet national, ou l'orchestre "Los Van Van" faisaient une tournée annuelle, et il était fréquent que les jeunes musiciens cubains, les jeunes musiciens de jazz, qui sont très brillants, fassent une tournée aux États-Unis.

Nos artistes plasticiens ont vendu leurs œuvres sur le marché américain. Aujourd'hui, c'est chaque jour plus limité. En premier lieu, pour qu'un de nos artistes, ou un citoyen cubain, puisse voyager aux États-Unis, il doit demander un visa à une ambassade américaine dans un pays tiers, car l'ambassade qui se trouve à Cuba ne fournit pas de services consulaires. Pour cela il doit faire une série de dépenses extrêmement coûteuses. Tout cela pour créer le mécontentement, pour créer de la tension...

Le blocus impose aussi des limites au public nord-américain qui s'intéresse à la culture cubaine. Nous avons célébré la journée du Jazz en 2017. La directrice de l'Unesco à La Havane y était, Quincey Jones et Herbie Hancock y étaient. Les groupes de jazz américains ont été émerveillés par l'école de musique à Cuba. Les scientifiques américains voudraient collaborer avec les scientifiques cubains. Nous avons un groupe de médicaments, fruit du talent scientifique formé par la Révolution, qui ne sont pas disponibles pour les patients aux États-Unis. Beaucoup de scientifiques américains aimeraient travailler avec nos scientifiques, beaucoup d'artistes aimeraient travailler avec nos artistes, ce sont des cultures qui se sont nourries de racines similaires, et pourtant nous avons là ce stupide blocus".



## De harde maatregelen van president Trump tegen Cuba

### Trump beperkt bezoek van Amerikaanse toeristen aan Cuba!

Op 8 november 2017 hebben de Verenigde Staten de concrete maatregelen bekend gemaakt, waarmee de voorzichtige versoepelingen van Obama helemaal worden teruggeschoefd.

Het meest opvallend zijn de beperkingen voor de Amerikanen om Cuba te bezoeken. De blokkade verbiedt individueel toerisme, maar Obama had een opening gelaten voor individuele educatieve of academische reizen naar Cuba; deze versoepeling is nu opnieuw verboden. Daarmee is Cuba het enige land dat de Amerikanen niet vrij mogen bezoeken. Enkel groepsreizen zijn nog mogelijk onder bepaalde voorwaarden: ze hebben een volledig educatief en cultureel programma, met direct contact met de bevolking die onafhankelijk staat van de Cubaanse staat (en de Amerikaanse regering bepaalt welke organisaties hiervoor in aanmerking komen), en georganiseerd en begeleid door een Amerikaans agentschap. Wat wel mag: logeren bij particulieren in een ‘casa particular’, gaan eten in privé-restaurants of ‘paladares’, en souvenirs kopen bij privé-handelaars of ‘cuentapropistas’.

Het is duidelijk dat de Trump-administratie op de eerste plaats de staatsbedrijven viseert, en meer bepaald deze die banden hebben met het Cubaanse leger. Dat betekent dat de Amerikaanse toeristen geen voet meer mogen zetten in meer dan 80 hotels, dat Amerikaanse touroperators niet meer samen mogen werken met bepaalde Cubaanse toeristische agentschappen, die tot de GAVIOTA-keten behoren. Dat de lijst van geviseerde maatschappijen arbitrair is, blijkt uit het feit dat ook de frisdranken Tropicola en Cachito geviseerd worden. Het OFAC, het bureau dat geldtransacties controleert, zal er nauw op toezien dat geen financiële transacties met betrokken bedrijven gebeuren.

Dat niet alle sectoren in de VS achter het Trump-beleid staan, is duidelijk en blijkt ook uit de afwijzende reactie uit de hoek van Amerikaanse bedrijven en investeerders. Zij zien de weg afgesneden voor veelbelovende projecten in de nieuwe haven en aanpalende industriële zone van Mariel, op 30 km van Havana, want ook deze staan op de zwarte lijst.

De Cubaanse regering van haar kant heeft verklaard geen tegenmaatregelen te nemen, en dat alle Amerikaanse toeristen en bedrijven welkom zijn en blijven. Maar deze nieuwe beperkingen zullen zeker een terugval betekenen voor het Amerikaans toerisme dat de voorbije jaren een enorme stijging kende. De lopende economische samenwerking tussen Amerikaanse en Cubaanse bedrijven worden niet opgeschort, evenmin als de rechtstreekse vluchten tussen de VS en Cuba. Toch zal Cuba rekening moeten houden met verminderde inkomsten uit de toeristische sector.

**COÖRDINATIE**  
Voor de opheffing  
van de blokkade tegen

**COORDINATION**  
Pour la levée du  
blocus contre



### September 2018 TESLA en Panasonic getroffen door de blokkade

TESLA, de producent van elektrische auto's is ook slachtoffer geworden van de VS-blokkade tegen Cuba. Meer bepaald zijn het de batterijen van producent Panasonic die voor de VS-administratie een probleem vormen. Panasonic verwerkt in zijn batterijen kobalt, ondermeer uit Cuba. Het Japanse bedrijf kan niet bepalen hoeveel Cubaans kobalt in de batterijen verwerkt zit die voor de VS-markt bestemd zijn. Het Canadese toeleveringsbedrijf levert immers een mengeling van kobalt afkomstig uit verschillende landen. Daarom heeft Panasonic besloten zijn samenwerking met het Canadese bedrijf stop te zetten. Op die manier is dus ook het Noord-Amerikaanse TESLA slachtoffer van de VS-blokkade.

### Spaanse NGO getroffen door blokkade! ING, Deutsche Bank, Unicredit, Kommerzbank AG weigeren betalingen.

Uit schrik voor boetes vanwege de VS, weigeren banken betalingen naar Cuba uit te voeren. Dat gebeurde in september 2017, toen ING weigerde om geld van de Duitse solidariteitsgroep Amistad RFA-Cuba over te maken voor de slachtoffers van de orkaan Irma. De bank voert geen betalingen uit die “rechtstreeks of onrechtstreeks verwijzen naar bepaalde landen”.

Maar de banken gaan verder, zo ondervonden twee Baskische vriendschapsorganisaties. In januari 2018 maakten zij geld over naar een Argentijnse NGO ter ondersteuning van een gezondheids- en alfabetiserings-project dat deze organisatie samen met de Cubaanse overheid in Buenos Aires uitvoert. Maar Deutsche Bank, die tussenkomt bij de internationale betalingen van de Baskische bank, weigerde de betaling uit te voeren. Reden: ‘intern beleid’.

Een bediende van Deutsche Bank, die anoniem wil blijven, verklaarde dat er een lijst van landen bestaat, waaronder Cuba, waarmee geen relaties mogen onderhouden worden. Alleen al de vermelding van ‘Cuba’ in de naam van een Europese organisatie volstaat om het alarm te activeren. Het is duidelijk, Deutsche bank wil geen risico lopen. In 2015 kreeg de bank al eens een boete van 258 miljoen dollar door de VS opgelegd wegens schending van de sanctie-wetten.

Ook een tweede en derde betaling werd geweigerd, respectievelijk door de Italiaanse bank Unicredit en de Duitse bank Kommerzbank AG.

Op 17 april 2019 nog voegde John Bolton, de nationale veiligheidsadviseur van het Witte Huis, eraan toe dat een aantal versoepelingen van Obama worden teruggedraaid. Het toerisme vanuit de VS naar Cuba wordt verder beperkt. Cubano-Amerikanen mogen nog maar een beperkt bedrag naar hun familie op het eiland overschrijven. En Cubaanse banken in een derde land zullen nog moeilijker transacties in dollars kunnen uitvoeren.

### **Cruise-maatschappijen: “We moeten onze bezoeken aan Havana annuleren”.**

De nieuwe beperkingen van president Trump hebben grote gevolgen voor het succesvolle cruisetoerisme naar Cuba.

“We moeten onze bezoeken aan Havana annuleren... en bieden onze verontschuldigingen voor deze onverwachte wijziging aan onze gasten aan”, aldus het bericht van cruise-operator Carnival aan haar klanten. Ook Royal Caribbean Cruises stuurt een gelijkaardige boodschap uit: “We passen de reisroute van onze afvaarten van 5 en 6 juni 2019, en houden geen halt meer in Cuba”. Norwegian Cruise Line heeft Cuba als bestemming reeds geschrapt op haar website.

Deze nieuwe maatregel treft “de bijna 800 duizend reservaties die reeds geboekt of in onderhandeling staan”, aldus CLIA, de koepel van de internationale cruisemaatschappijen.

Sinds president Obama in 2016 de beperkingen op het toerisme vanuit de VS naar Cuba versoepelde, kent de populariteit van het Caraïbische eiland een hoge vlucht. De eerste vijf maanden van dit jaar bezochten reeds meer dan 335 duizend VS-burgers Cuba, een stijging van bijna 19% in vergelijking met vorig jaar. Daarmee zijn de VS het tweede land, na Canada, met het hoogste aantal toeristen in Cuba.

Het spreekt vanzelf dat de maatregel van Trump hard aankomt voor de nationale economie en voor de Cubanen die van het toerisme leven.

Maar eveneens voor de cruise-maatschappijen, want voor hen is Havana een topbestemming. Wie de grootste inkomsten ontving, zijn de cruise-maatschappijen. Zij hadden volgens de Commerciële en Economische Raad VS-Cuba tussen 2017 en 2019 een omzet van 761 miljoen dollar. Dat betekent in realiteit dat de maatregel van president Trump negatief is voor de eigen economie van de VS en zelfs helemaal in strijd met zijn eigen beleid dat erop gericht is om de VS-bedrijven te beschermen die op een wettelijke manier handel met Cuba drijven.

### **De blokkade treft Cuba zwaar**

De effecten van de blokkade wegen zwaar op de economie en de ontwikkelingskansen van Cuba, zeker na de bijkomende druk van president Trump. Bruno Rodriguez, de Cubaanse minister van buitenlandse zaken, verklaarde in juni '19 op de jaarlijkse conferentie van de Wereldvoedselorganisatie FAO dat de blokkade tussen april 2017 en maart 2018 alleen al wat betreft voedselvoorziening meer dan 413 miljoen dollar heeft gekost. Dat geld gaat verloren om de landbouw in het land te moderniseren.

# **VICTORIA**



**Le 7 novembre 2019 la communauté internationale a, une fois de plus et ce malgré les pressions et les chantages exercés sur plusieurs pays par le gouvernement de Trump, voté pour la fin du blocus contre Cuba par les États-Unis lors de l’Assemblée Générale de l’ONU.**

**187 voix pour, 3 contre (États-Unis, Israël, Brésil), 2 abstentions (Colombie et Ukraine)**

**Op 7 november 2019, tijdens de Algemene Vergadering van de UNO, stemde, eens te meer, de internationale gemeenschap voor het eindigen van de blokkade tegen Cuba door de VS, niettegenstaande de druk en de chantage uitgeoefend op verschillende landen door de regering Trump.**

**187 stemmen voor, 3 tegen (VS, Israel, Brazilië), 2 onthoudingen (Colombia en Ukraine)**

## Inhoud - Sommaire

# Una edición especial sobre EL BLOQUEO

- 3 Edito
- 4 Le blocus contre Cuba : un rappel historique
- 7 Parmi les premières mesures révolutionnaire : les nationalisations
- 8 Wat zegt de Wet Helms-Burton
- 9 Artikel III van de Wet Helms-Burton : het zwaard van Damocles boven de handel met Cuba
- 11 Artikel III van de Wet Helms-Burton treedt in voege
- 12 Ley 80

- 13 Le blocus viole le droit international : application extraterritoriale
- 14 De moeilijke houding van de EU tegenover de VS-blokade tegen Cuba
- 17 Les banques belges refusent l'aide humitaire pour Cuba
- 18 Interview avec Abel Prieto
- 20 De harde maatregelen van president Trump tegen Cuba
- 21 De stemming in de UNO
- 22 Colofon

## De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl

Avenue Neptune 24 bte 10 - B-1190 Vorst - Forest  
 • E-mail : [info@cubamigos.be](mailto:info@cubamigos.be)

Lidgeld (jaarlijks) 16 €-8 € (2e en volgend lid van het gezin)-10€ (studenten tot 25 jaar)  
 Contribution (an) 16 €-8 € (2ème et membre suivant de la famille)-10€ (étudiants jusqu'à 25 ans)  
 Volgens de beslissing van de Algemene Ledenvergadering van 11/05/2019, met ingang op 01/01/2020.  
 Suite à la décision de l'Assemblée Générale des Membres du 11/05/2019, à partir du 01/01/2020.  
 Rekening - Compte : De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl  
 IBAN nr : BE90 523080117732  
 BIC Triobeb  
 ON - NE : 412063027

De vzw "De vrienden van Cuba" is een vereniging die tot doel heeft de toenadering tussen het Belgische en het Cubaanse volk te bevorderen en aan haar leden en het publiek middelen ter beschikking te stellen om tot een betere kennis te komen van de Cubaanse realiteit. Zij heeft geen enkel partijpolitiek karakter. Onze eigen artikels mogen geheel of gedeeltelijk overgenomen worden mits bronvermelding. Graag een presentexemplaar.

ISSN 0771 4491

L'asbl "Les Amis de Cuba" est une association qui a pour but d'oeuvrer au rapprochement entre le peuple belge et le peuple cubain et de mettre à disposition de ses adhérents et du public des moyens d'accéder à une meilleure connaissance de la réalité cubaine. Elle n'a aucun caractère de parti politique.  
 Les articles de nos membres peuvent être repris entièrement ou partiellement, avec mention de l'origine. Prière de nous faire parvenir un exemplaire témoin.

Voorzitter/Président : Regi Rotty - [rotty.regi@scarlet.be](mailto:rotty.regi@scarlet.be)  
 Ondervoorzitter/Vice-président : Freddy Tack - [freddy.tack@belgacom.net](mailto:freddy.tack@belgacom.net).

Schatbewaarder/Trésorier : Guido Schutz - [guido.schutz@skynet.be](mailto:guido.schutz@skynet.be)  
 Secretaris : Johan Van Geyt - [johanjvangeyt1@telenet.be](mailto:johanjvangeyt1@telenet.be)

### CONTACT

Brussel - Bruxelles : Anne Delstanche - 02/640.43.10  
 Antwerpen : Koen Meul - 0478/60.48.53 - Facebook : Vrienden van Cuba - Antwerpen - Website : antwerpen.cubamigos.be  
 Leuven : Monique Dits - 016/20.04.71  
 Liège : Régi Beauduin - 085/31.29.08 - Facebook : Les Amis de Cuba Liège  
 Gent, Aalst en West-Vlaanderen : Mireille Lefever - [mireillelefever@hotmail.com](mailto:mireillelefever@hotmail.com) - Facebook : Vrienden van Cuba - Regio Gent  
 Kempen : Hubert Celen - 014/31.43.39

Prijs per nummer/prix par numéro : 2 Euro  
 Leden gratis - membres gratuit

Hoofdredacteur/Rédacteur en chef > Freddy Tack 02/428.79.97 - E-mail : [freddy.tack@belgacom.net](mailto:freddy.tack@belgacom.net)

Redactie/rédaction > Anne Delstanche, Alexandra Dirckx, Monique Dits, Regi Rotty, Wim Leysens.  
 Lay-out/mise en page > Sylvie Vanhoegaerden  
 Kleurenpagina's/Pages couleur : Jeroen Ketelaer en Monique Dits  
 Eindredactie/rédaction finale > Sylvie Vanhoegaerden  
 Druk/impression > drukkerij Alfabet - Gent

website : [www.cubamigos.be](http://www.cubamigos.be)  
[https://twitter.com/cuba\\_be](https://twitter.com/cuba_be)  
 Facebook : Amigos de Cuba Bélgica



## Confiscaron las propiedades de Vilalboy y sus testaferros

Pasa a poder del Estado la Cia. Cubana de Aviación, el Aeropuerto de Rancho Boyero, Hotel Colina, y parte de acciones de otros muchos negocios.

El Ministerio de Industria se le aguardan 27 empresas cubanas que tienen en su haber 100 mil millones de pesos. La mayoría pertenecen a José Ramón López Vilas, ex presidente del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.

El Ministro de Industria se le aguardan 27 empresas cubanas que tienen en su haber 100 mil millones de pesos. La mayoría pertenecen a José Ramón López Vilas, ex presidente del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.

El Ministerio de Industria se le aguardan 27 empresas cubanas que tienen en su haber 100 mil millones de pesos. La mayoría pertenecen a José Ramón López Vilas, ex presidente del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.

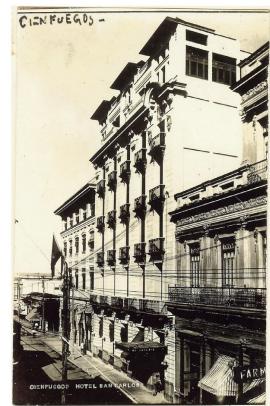
## Participar de la Con

A la de países subordinados al Gobierno cubano Presidente Fidel Castro

El Ministro de Industria se le aguardan 27 empresas cubanas que tienen en su haber 100 mil millones de pesos. La mayoría pertenecen a José Ramón López Vilas, ex presidente del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.

José Ramón López, exiliado residente en España asegura que está listo para reclamar el aeropuerto José Martí de La Habana tanto como la flotilla y activos de Cubana de Aviación como suyos, ya que es el único hijo del que fuera el dueño de las propiedades referidas

Mickael Behn, un estadounidense que vive en Reino Unido, afirma que es el propietario incuestionable de los muelles de La Habana.



Cienfuegos -  
La familia de Antonio Mata Álvarez, ha notificado a la Meliá su intención de demandarla en tribunales de EEUU por operar un hotel en Cienfuegos

< Hotel San Carlos en 1950

Meliá San Carlos hoy >

